

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 222 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 31 MARS 1976

GISCARD AUSSI FLOTTE !

A toujours suivre l'actualité, l'éditorialiste est parfois obligé de marcher à l'aveuglette, pesant les mots creux ou retournant les phrases riches de toutes les promesses et de toutes les illusions. C'est l'angoisse du flou, l'hésitation devant le brouillard des idées, l'interrogation sans fin devant ce qui paraît.

Ainsi Giscard, l'autre soir. La forme même de son allocution engendre le doute. Absence de décor, costume sombre, était-ce un Président conscient de ses responsabilités qui s'adressait au pays ? Bafouillage, regard fuyant, ton monocorde, était-ce un politicien déjà vaincu qui tentait de se justifier et de remonter la pente ? Ou au contraire la suprême habileté d'un excellent comédien ? Je pense pour ma part que la télévision est un révélateur impitoyable : il fallait que le malaise soit grand, pour apparaître aussi clairement chez un homme dominant d'habitude mieux que quiconque l'instrument télévisuel. Je peux me tromper ...

Mais le fond, qui devrait seul nous retenir ? Il semble confirmer ce que je viens de dire de la forme puisque Giscard a commencé son intervention par l'aveu d'un échec politique, et par des explications d'ordre économique qui ne peuvent en aucun cas servir de justifications. Les habiletés de langage (le Président parle de "personnes à la recherche d'un emploi" et non de chômeurs), les manipulations classiques de l'indice des prix et l'image étrange d'un franc qui "flotte" en restant "stable", ne peuvent faire oublier la réalité de l'inflation, du chômage et du laxisme monétaire. Quant aux promesses sur le pouvoir d'achat, les basses rémunérations et la poursuite de la croissance, comment y croire avant de les voir réalisées, tant elles ont été nombreuses et fallacieuses depuis deux ans. Comment, dès lors, ne pas souligner l'imprécision d'une politique ?

Et comment ne pas remarquer l'indécision de Giscard, quant au projet dont il se dit porteur ? Avant et après l'allocution du 24 mars, on s'est beaucoup interrogé sur le choix que ferait Giscard en matière de réformes, sa majorité se partageant entre les apôtres du "changement" et les défenseurs d'un conservatisme musclé. Beaucoup ont cru comprendre, l'autre soir, que Giscard avait choisi la première solution. En réalité, il s'est contenté d'annoncer la poursuite des réformes engagées (plus-values et réforme de l'entreprise) tout en les vidant par avance de tout contenu. Ce qui lui permet de rester fidèle à son image ("le candidat du changement") tout en rassurant les groupes de pression (C.N.P.F. - P.M.E.) inquiétés par ses précédents discours.

.....

C'est là un nouvel exemple de l'indécision d'un homme qui, pressé de choisir entre deux "images", diffère son choix en tentant de tout concilier dans l'instant. Je dis "image" car nous savons depuis longtemps qu'il ne s'agit pas de politique concrète, ou d'un projet de société vraiment novateur : la caste giscardienne ne saurait remettre en cause ses propres intérêts, le seul "changement" en profondeur s'étant traduit par l'économie d'une politique (l'avortement) et par l'organisation, au nom de l'équilibre libéral, de la non-croissance et de la désindustrialisation.

Sans doute M.Giscard d'Estaing a suggéré le contraire, en nous avertissant de son intention de "conduire" la croissance. Mais ces mots ne correspondent ni aux convictions profondes du Président de la République (partisan de l'équilibre dans l'immobilité comme la N.A.F. l'a déjà expliqué) ni à sa pratique économique depuis son élection. Mais Giscard connaît les mots qui apaisent et sait qu'on peut expliquer de mille façons les mauvais bilans ...

Imprécision, donc, quant au projet économique. Et indécision, encore, sur la question européenne. On nous avait annoncé, il y a trois mois, l'organisation politique de l'Europe. On nous parle aujourd'hui d'une "ambition collective" qui serait d'abord d'ordre économique. Mais tout cela est si vague, exprimé de façon si molle, qu'on en vient à douter de la ferveur européiste du Président de la République. En pleine tourmente monétaire, face à la grogne d'une partie de la majorité, il y a de fortes chances que la construction politique européenne reste dans le flou des déclarations de principes, tandis que la "communauté" économique poursuivra sa désintégration.

Le mirage européiste s'estompe pour un temps. Mais non la réalité européenne involontairement dévoilée par M.Giscard d'Estaing : en disant que "la France ne voulait pas être dominée en Europe", en souhaitant qu'elle se hausse "au niveau ... de l'Allemagne fédérale", pour se trouver "à égalité avec ses partenaires", n'a-t-il pas souligné pour le présent le caractère inégalitaire d'une Europe où la France est dominée par l'Allemagne ? Quel aveu !

Domage qu'il ait été effacé par la nomination de M.Chirac à la tête de la majorité. Mais il est significatif que la seule grande mesure annoncée pendant cette allocution concerne la politique politicienne. Du point de vue de l'Elysée, c'est sans doute un bon choix, puisque l'homme est sûr de lui, travailleur et sans scrupules. Mais c'est aussi le signe que nous entrons en campagne électorale et que le Président de la République, chef de camp et de clan, se comporte moins que jamais en Président de tous les Français. Est-ce tellement surprenant ?

Bertrand RENOUVIN

DU COTE DU CHATEAU

L'échec de la majorité aux cantonales a eu pour première conséquence le rappel des vieux serviteurs. Ainsi M.Pierre Juillet, qui devient conseiller technique du Premier Ministre et grand coordinateur de la majorité. Soulignons que l'ancien conseiller du Président Pompidou n'est pas - c'est le moins qu'on puisse dire - un maniaque des réformes : on se souvient qu'il fut l'adversaire acharné de Jacques Chaban-Delmas quand ce dernier s'efforçait de promouvoir sa "nouvelle société". Pour Pierre Juillet la simple signature de "contrats de progrès" avec les syndicats était une atteinte intolérable à l'autorité de l'Etat, et le premier pas vers l'anarchie.

Bourgeois dormez tranquilles. L'ordre social est désormais bien défendu.

DU COTE DE L'ARMEE

Le Général Pierre Gallois, qui avait bien voulu accorder à notre journal (NAF 218) un entretien, très apprécié par nos lecteurs, vient de publier aux éditions Albin Michel, un nouveau livre intitulé *L'adieu aux Armées*. Tout laisse à penser qu'il fera du bruit.

LE PRIX DE L'INDEPENDANCE

L'évolution du Parti Communiste reste encore l'argument principal de bien des analyses politiques ou de polémiques d'un niveau parfois assez bas. Mais si le désaccord entre le P.C.F. et Moscou semble progressivement s'aggraver, si la presse communiste en France ne manque pas une occasion d'affirmer - et de prouver par des critiques très dures - sa volonté d'indépendance, celle-ci est-elle vraiment rentrée dans les faits ? Un fait - bien connu mais rarement cité - pourrait en faire douter. En effet c'est bien toujours la Banque Commerciale pour l'Europe du Nord contrôlée à 100% par deux banques soviétiques qui centralise les fonds du P.C.F., de ses organisations, de ses diverses sociétés commerciales. C'est toujours - jusqu'à preuve du contraire - par les comptes de cette même banque que transitent les indemnités parlementaires des députés et sénateurs communistes. En quête de l'indépendance politique, et même idéologique, M. Marchais tient-il pour négligeable, sans effet, l'indépendance financière ?

COMMUNIQUE ET APPEL

Les adeptes de la violence qui, au risque de tuer des innocents, ne reculent même pas devant le crime, ne désarment pas. Depuis plusieurs mois les attentats de cette nature se multiplient. Journaux de droite comme de gauche, librairies pro-arabes, agence de presse, organismes sociaux en ont été les victimes. Et voici qu'à nouveau dans la nuit du 19 au 20 mars le journal Aspects de la France et une maison d'édition ont été l'objet d'incendies criminels, dans la même nuit l'imprimerie qui assurait l'édition de la N.A.F. a été totalement détruite : stocks, matériel et bâtiments n'existent plus.

La N.A.F., devant tous ces attentats, sans exception, élève une protestation indignée. Pour sa part, durement touchée pour la *troisième fois dans l'année* elle lance un appel à tous les hommes, à tous les journaux, à tous les partis soucieux de la liberté et de la sécurité des citoyens, pour tout mettre en oeuvre pour que cesse le climat de provocation et de violence dans lequel on cherche à plonger la France.

A tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous nos militants nous demandons de nous aider financièrement pour supporter ce nouveau coup.

ILS VEULENT NOUS FAIRE TAIRE : NE LES LAISSEZ PAS FAIRE !

Adressez vos dons à la N.A.F., 17 rue des Petits Champs, 75001 Paris, C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris, en précisant "pour la souscription".

§ La N.A.F. va bientôt avoir 5 ans ! Un anniversaire qu'il convient de fêter comme il se doit. RESERVEZ VOTRE SOIREE DU JEUDI 22 AVRIL.

§ Section du 75° - Clamart - Issy - Vanves.
Reprise de la permanence le vendredi 9 avril à 21 heures, au Café des Sports, 24 rue Alain Chartier, 75015 Paris (métro Convention).

§ Au sommaire du prochain numéro de la N.A.F..
Un "interview" exclusive de Maurice Clavel à propos de son nouveau livre qui vient de paraître, intitulé "Dieu est Dieu, nom de Dieu".

DONNEES

LA POLITIQUE FAMILIALE

Les mesures annoncées par Mme. Simone Veil pour soutenir la natalité française apparaissent d'ores et déjà dérisoires, si l'on considère l'importance considérable de l'enjeu démographique pour notre pays. Même si nous n'avons pas encore rattrapé l'Allemagne dont le taux bat les records européens (1,2 enfants par femme en âge de procréer, alors que le taux de reproduction net de la population s'établit autour de 2,2) nous en sommes à 1,7. On peut prévoir raisonnablement 640.000 naissances pour 1976, alors que nous en obtenions 740.000 en 1975, 799.000 en 1974, 850.000 en 1973. Les causes de la décélération sont profondes, elles tiennent à un refus de la vie caractéristique du nihilisme contemporain. Pourtant, on peut noter qu'au niveau gouvernemental, on a assisté depuis la Libération à une réduction constante de la masse globale des transferts en faveur des familles.

Rappelons qu'à la suite d'une prise de conscience dramatique dans l'entre-deux-guerres, suscitée en part-culier par les milieux catholiques, une sorte de consensus national s'était dégagé en faveur d'une politique de la famille. Trois hommes, Landry, Doublet et Sauvy préparèrent des mesures législatives qui furent adoptées par le cabinet de Blum et celui de Daladier. Le gouvernement de Vichy et la Résistance s'affirmèrent en continuité avec ces mesures, si bien que successivement de Gaulle et Félix Gouin avec l'accord total de Maurice Thorez poursuivaient une politique qui dégageait à ce moment 22% du produit national brut en faveur des transferts familiaux. Notons qu'à ce moment le taux de natalité était de 2,6. Après 1950, la situation s'est dégradée. Le premier décrochage se fait avec Antoine Pinay et s'affirme plus nettement avec Bourges-Maunoury. A ce moment, sont signés les traités européens. Puisque les Allemands font beaucoup moins que nous, on s'alignera sur eux. *La politique familiale française a été sacrifiée sur l'autel de l'Europe.* Georges Pompidou poursuivra la dégringolade, dans la logique de la politique européenne.

Des 22 % de l'après guerre, qui représentaient la moitié de la justice sociale convenable, on est passé au 5,9 % du P.N.B. en 1975. Il y a donc une révolution à faire, urgente, sans laquelle le déclin français serait irrémédiable. Parmi les mesures à prendre en premier lieu s'impose la "prise en charge de la fonction parentale". Cela se traduirait par un allongement du congé de maternité. Pour les femmes salariées un congé de 9 mois pourrait être payé intégralement, ensuite un congé de 2 ans et trois mois serait payé à un taux de 50 à 80 % du S.M.I.G.. Bien entendu la carrière professionnelle pourrait se poursuivre normalement avec tous les droits acquis. Aux non-salariées, on donnerait un ticket de trois années rétribuées au taux prévu.

Il faudrait envisager une solution différente pour les mères de trois enfants, de quatre enfants et plus. Après quatre enfants, la réinsertion professionnelle est en effet problématique. C'est pourquoi tant de femmes hésitent devant plusieurs maternités dans la crainte de se trouver abandonnées à 60-65 ans. Il faut donc prévoir en plus du salaire maternel, un droit à la retraite sécurité sociale (pour 3 enfants 50 % de retraite, pour 4 enfants 100 %).

Tout ceci est la stricte justice. Il est invraisemblable que les enfants et les mères qui sont l'avenir d'un pays en soient les parias. Un grand consensus national doit se dégager. Son mot d'ordre pourrait être le cri d'Albert Camus : " Ma mère d'abord ! ".

(nous remercions le professeur Chaunu de nous avoir fourni les renseignements nécessaires pour la rédaction de ces "données".)

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :

Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris